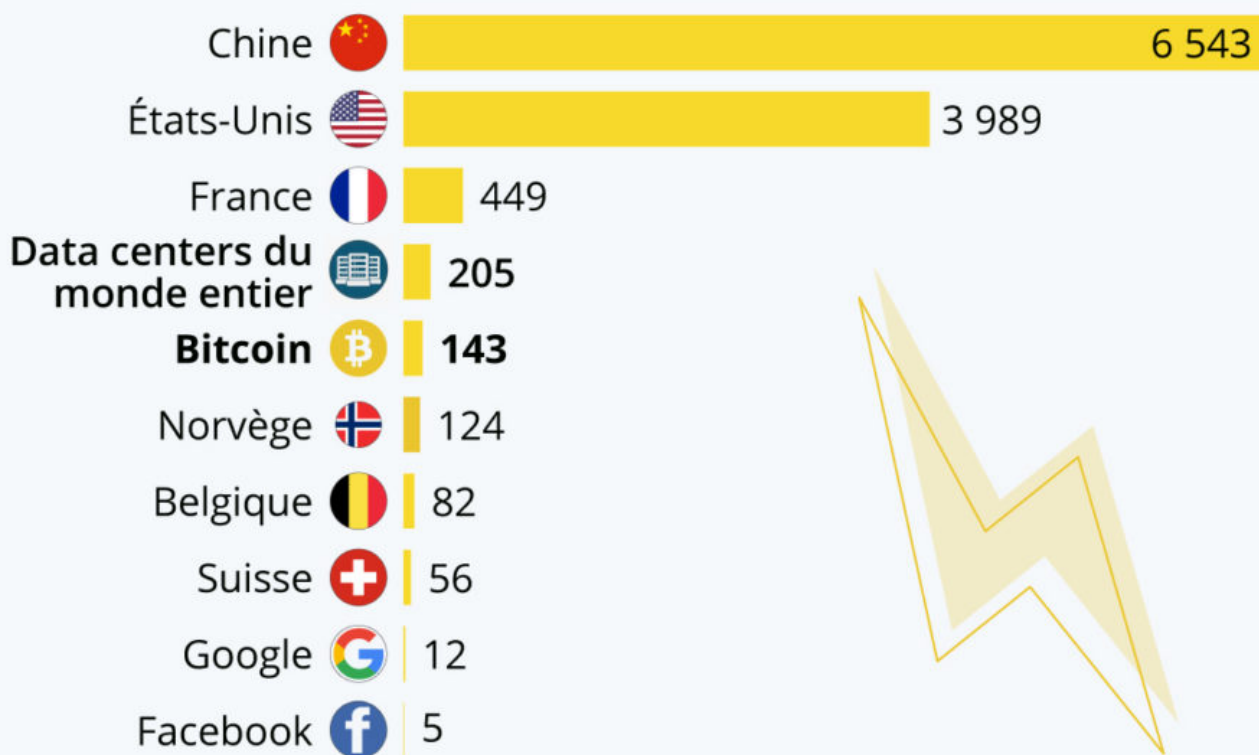


La consommation électrique du Bitcoin

Ecrit par le 18 mai 2026

Le Bitcoin dévore plus d'électricité que de nombreux pays

Comparaison de la consommation annuelle d'électricité (en Twh) *



* Estimation en date du 5 mai 2021 pour le Bitcoin. Pays : données de 2019.
Sources : Université de Cambridge, Visual Capitalist



Selon le [Bitcoin Electricity Consumption Index](#) de l'Université de Cambridge, il est estimé que le [Bitcoin](#) consomme actuellement plus de 140 térawattheures d'électricité à l'année. Pour se donner une idée de

Ecrit par le 18 mai 2026

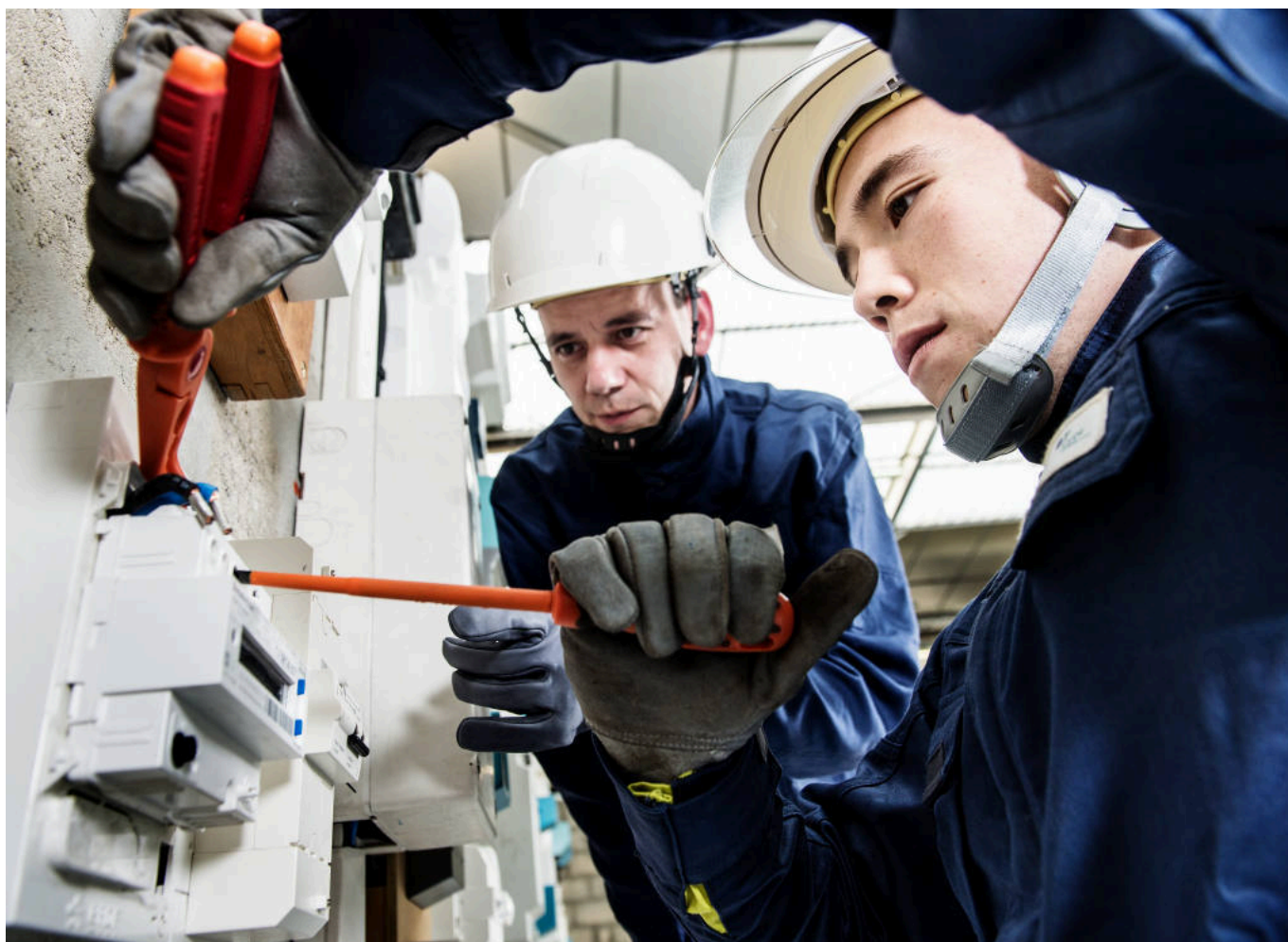
l'ordre de grandeur, c'est désormais plus que la consommation d'un pays entier comme la Norvège, ou encore l'équivalent de près d'un tiers de celle de la France. Une autre [comparaison](#) effectuée par Visual Capitalist montre que le réseau Bitcoin est également beaucoup plus énergivore que les plus grandes entreprises technologiques mondiales : dix fois plus que Google par exemple.

Sur l'ensemble des pays de la planète pour lesquels la consommation énergétique est répertoriée, seuls 26 consomment plus d'énergie que la [célèbre monnaie virtuelle](#), dont le fonctionnement requiert une forte puissance de calcul et donc des ordinateurs très gourmands en électricité. Pour réduire les coûts, certains mineurs de Bitcoin se sont installés dans des pays comme l'Islande, où ils peuvent profiter d'une [électricité géothermique bon marché](#) et du climat frais de l'île nordique, utile pour refroidir leurs installations. Il subsiste cependant toujours une incertitude concernant la demande énergétique réelle du réseau Bitcoin, les analystes fixent actuellement la limite inférieure théorique annualisée à 45 térawattheures et la limite supérieure à 490 térawattheures.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Forum emploi Enedis : 20 offres à pourvoir dans le Vaucluse

Ecrit par le 18 mai 2026



Enedis organise le premier forum de l'emploi 100% digital, les 5 et 6 mai prochains. Dans le Vaucluse, le groupe propose 8 CDI (Contrat à durée indéterminée), 1 CDD sénior (Contrat à durée déterminée) ainsi que 11 contrats d'alternance. Ces recrutements s'inscrivent dans un plan régional incluant 96 offres à pourvoir dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Enedis cherche principalement à recruter sur les métiers de : technicien d'intervention polyvalent H/F, technicien poste source H/F, chargé de projets H/F, programmeur CPA (cellule de pilotage des activités) H/F, ingénieur en électrotechnique H/F, numérique H/F. Les inscriptions sont ouvertes dès à présent et jusqu'au 6 mai sur <https://eforum-enedis.mon-salon-virtuel.fr/>.

Sur les stands, les candidats pourront ainsi rencontrer virtuellement des salariés d'Enedis, échanger avec eux sur leur métier, les formations à considérer, mais également leur quotidien. Chacun pourra naviguer sur la plateforme et consulter des fiches métiers, des témoignages de salariés, mais également des offres d'emploi et leur localisation géographique sur l'un des 96 dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse, des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes.

Ecrit par le 18 mai 2026

Enedis propose ainsi de découvrir la diversité des métiers et des profils au cœur des enjeux de transition écologique dans les territoires. L'objectif est de répondre aux impératifs de développement du réseau public de distribution d'électricité, d'intégration des nouveaux usages électriques dans le quotidien des Français et plus globalement de décarbonation de l'économie. Parmi les intervenants : [Olivier Duhagon](#), directeur des ressources humaines d'Enedis, [Karine Revcolevschi](#), directrice régionale Ile-de-France Ouest, [Patrick Lyonnet](#), directeur régional Sillon-Rhodanien, [Pascal Dassonville](#), directeur régional Côte d'Azur.

Le groupe Enedis fédère 38 000 salariés, intervenant dans plus de 100 métiers. Dans une perspective de réduction de l'empreinte carbone, plusieurs dispositifs ont vu le jour comme les drones assurant la maintenance du réseau, ou [l'expérimentation d'un vélo triporteur](#) à assistance électrique utilisé par les techniciens dans leurs déplacements.

L.M.

(Vidéo) Apt : Enedis mise sur les mobilités douces

Ecrit par le 18 mai 2026



Enedis vient de lancer l'expérimentation d'un nouveau moyen de transport testé par l'un de ces techniciens à Apt. Il s'agit d'un vélo triporteur à assistance électrique qu'utilise désormais Yann Seveon, technicien à l'origine de cette initiative, affecté à la base opérationnelle locale du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité.

« Conscient de l'impact écologique au quotidien de l'utilisation d'un véhicule thermique mais aussi de la difficulté de stationner dans le centre-ville d'Apt, je trouvais pertinent de tester l'utilisation, en toute sécurité, d'une solution mobilité douce pour nos interventions techniques, » explique ce dernier dont la mission est de préparer et mettre en œuvre des interventions et chantiers sur le réseau public de distribution électrique.

Utiliser un vélo électrique plutôt qu'un véhicule thermique

« A Apt cette année, plusieurs chantiers de renouvellement de câbles électriques voient le jour, explique Enedis. En préparant l'un de ces chantiers, le technicien s'est rendu compte que les nombreux trajets entre la base opérationnelle d'Enedis à Apt et le lieu du chantier, soit 3km, pourraient tout à fait se

Ecrit par le 18 mai 2026

réaliser en vélo à assistance électrique. D'autant plus que ce trajet se ferait sur piste cyclable quasi intégralement. »

Encourager les initiatives des salariés et prendre en compte la réalité du terrain

« L'objectif aujourd'hui n'est pas de généraliser l'utilisation du vélo à assistance électrique pour tous les techniciens de l'entreprise, précise cependant Bertrand Girard en charge de la prévention chez Enedis. Il s'agit plutôt d'encourager des initiatives de salariés, de prendre en compte certaines réalités du terrain et de capitaliser sur ces expériences ».

En effet, sur Apt le groupe a tenu, avant tout, à tester l'initiative sur une intervention précise avec un trajet bien identifié et, surtout, que l'ensemble des conditions a été étudié pour que les déplacements puissent se faire en toute sécurité. « La prévention sécurité est une priorité chez Enedis », insiste Bertrand Girard

2° flotte électrique de France

Pour Enedis, cette initiative s'inscrit pleinement dans le développement de sa flotte de véhicules 'verts'. « L'engagement d'Enedis pour la mobilité électrique est une réalité, complète Emilie Blondel, chargée de missions à la direction territoriale du Vaucluse d'Enedis. Au-delà de notre flotte électrique qui est la deuxième en France, de nos missions de raccordement des bornes de recharge et notre accompagnement des projets des collectivités territoriales, on accompagne également des initiatives comme celle de Yann aujourd'hui »

Un engagement pour la mobilité électrique et la transition énergétique qui se traduit notamment par une forte implication d'Enedis afin d'accompagner de développement des réseaux de bornes de recharge. Premier acteur hexagonal dans ce domaine, Enedis rappelle que « l'essor considérable des véhicules électriques ou hybrides (essence/électricité) rechargeables devrait nécessiter l'installation de 700 000 bornes de recharge publiques et 6 millions de bornes privées d'ici à 2030 ».

Expérimentation en partenariat avec Syndicat d'énergie vaclusien

Dans ce cadre, Enedis pilote plusieurs expérimentations aux côtés de partenaires institutionnels ou industriels. Ainsi en Vaucluse, [la direction départementale dirigée depuis quelques mois par Sébastien Quiminal](#) porte un projet appelé 'aVEnir' aux côtés de 11 autres acteurs dont le SEV84 (Syndicat d'énergie vaclusien). Cette expérimentation vise à accompagner le véhicule électrique avec la nécessaire intelligence de sa recharge. Il a pour objectif de mettre au point différentes situations de pilotage de la recharge, en particulier la possibilité d'utiliser l'électricité de la batterie pour la réinjecter sur le réseau ou d'alimenter un autre usage par exemple.

« Pleinement engagée dans la transition écologique, Enedis est partenaire des acteurs de la mobilité électrique pour créer les conditions de son développement à grande échelle partout et pour tous », explique Pierre-Henry Marcelino, chef de projets mobilité électrique chez Enedis.

Ecrit par le 18 mai 2026

Soliha 84 et GRDF s'engagent contre la précarité énergétique



Corinne Testud-Robert, présidente de l'association [Soliha 84](#) et [Philippe Rechiniac](#), directeur territorial Vaucluse de [GRDF \(Gaz réseau distribution France\)](#) viennent de signer une convention fixant leur coopération dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique et l'amélioration de la sécurité des installations intérieures. L'initiative vise ainsi à unir les efforts afin d'accélérer la rénovation énergétique des ménages les plus modestes.

Concrètement, les deux partenaires bâtiront ensemble une communication à destination des propriétaires

Écrit par le 18 mai 2026

modestes pour les informer sur les aides financières dont ils peuvent bénéficier pour la rénovation énergétique de leur logement et sur l'accompagnement réalisé par Soliha 84.

Dans le même temps, ils cofinanceront les actions d'ingénierie sociale, technique et financière effectuées par l'association dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, des programmes d'intérêt général ou en secteur diffus.

3,5 millions de ménages français concernés

Par ailleurs, GRDF fera réaliser un diagnostic de l'installation gaz des logements qui lui auront été signalés par Soliha 84. Enfin, GRDF apportera également un appui à la structure œuvrant pour l'amélioration des conditions d'habitat des personnes, défavorisées, fragiles, vulnérables ou aux ressources modestes, afin de sensibiliser les propriétaires aux éco gestes.

Aujourd'hui, 3,5 millions de ménages français sont en situation de précarité énergétique et éprouvent des difficultés à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de leurs besoins élémentaires. Cible prioritaire du dispositif, ces ménages peuvent en effet cumuler divers risques faute de moyens (négligence de l'entretien de la chaudière, bouchage des aérations...). Une situation qui entraîne autant des difficultés de précarité énergétique que de sécurité des installations.

GRT gaz : Chronique de la transition énergétique régionale

Ecrit par le 18 mai 2026



Est-il un domaine où la situation sanitaire, claquemurant les habitants chez eux, n'a pas assombri nos perspectives d'avenir et vidé nos poches ? Oui, il s'agit du secteur de l'énergie.

Le prix du baril ayant été, pour la première fois, négatif l'année dernière ; ceux du gaz, au plancher historiquement bas de 3€ le MWh*, a été atteint en avril et mai 2020.

Evidemment, il y a eu un fort repli de l'activité économique planétaire. Mais la douceur des températures a changé significativement la donne en France, mais surtout en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Enfin, « la situation sanitaire a eu un impact plus limité que le climat sur l'évolution de la consommation régionale de gaz, en recul de 7% par rapport à 2019 », estime [Georges Seimandi](#), délégué territorial Rhône-Méditerranée de [GRT gaz](#). : « 2020 est l'année la plus chaude jamais enregistrée en France depuis 1900 ».

Que nous mijote le gaz ?

Hormis ce pic, si l'on prend du recul sur 10 ans, l'érosion lente et constante de la consommation de gaz est de plus en plus concomitante d'un effort pour soutenir l'essor des énergies renouvelables.

GRT gaz qui transporte le gaz des fournisseurs vers les consommateurs grâce à un réseau national de 32 000km de canalisations enterrées, s'est modernisé depuis 2015 dans notre région. Depuis lors, 30M€ ont été investis dans le projet 'power to gaz' de Fos-sur-Mer dont le principe est de transformer une énergie renouvelable - par nature intermittente - en gaz lorsqu'il y a un surplus de production. Ainsi, une énergie qui aurait été perdue est valorisée, sa consommation pouvant être différée. 'Jupiter 1 000', c'est

Ecrit par le 18 mai 2026

son nom, est le premier démonstrateur industriel en France à l'échelle du mégawatt. Une trentaine de demande de raccordement ont été présentées, projets de toute nature pour réaliser de l'injection de méthane de synthèse et d'hydrogène dans le réseau.

« GRT gaz et 10 autres gestionnaires d'infrastructures gazières ont par ailleurs présenté en juillet dernier leur vision du développement d'une « dorsale » hydrogène européenne, qui se traduirait par un réseau de 3 300 km de canalisations '100% hydrogène' de Fos-sur-Mer à la frontière allemande d'ici 2040 », ajoute Georges Seimandi, précisant qu'un premier bilan des essais de Jupiter 1 000 sera dévoilé à la fin du premier semestre.

L'hydrogène profite enfin d'un contexte politique plus favorable. Mais il reste à réduire les coûts, « un véhicule à hydrogène étant trois fois plus cher qu'un autre ».

Le GNV semble bien avoir décollé

Pour l'heure, c'est le GNV (Gaz naturel véhicule) qui semble bien avoir décollé. Dans notre région, les achats sont en très forte hausse. Environ 120 camions (+22%) et 250 bus (+60%) circulaient en 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, si l'on compare les chiffres avec ceux de 2019. Ces véhicules se ravitaillent en gaz ou biogaz dans 9 stations publiques ; 4 autres stations étant en projet de construction. Au plan national, la barre des 20 000 camions au gaz circulant sur nos routes sera franchie dès 2023, dont les émissions polluantes de CO₂ équivaldront à celle d'une flotte de 70 000 camions Diesel. « Il s'agit d'une technologie très performante, sans concurrence et sur laquelle on communique peu », observe Georges Seimandi.

Enfin, la méthanisation semble un peu à la traîne, seuls trois sites (Apt, Sormiou, Fréjus) injectent du biométhane (issu de biodéchets des ménages, résidus de culture, effluents d'élevage) dans le réseau de distribution gazier au titre du « droit au raccordement » qui suscite l'intérêt d'une trentaine de projets en cours. L'énergie fournie actuellement couvre à peine la consommation de 3 800 ménages. Un quatrième site, à cagnes sur mer a été mis en service en 2021.

**La grande industrie a profité du prix de gros le plus bas en Europe à 9€ en moyenne le MWh sur 2020, soit 30% de moins qu'en 2019. (Source : GRT gaz)*

Les chiffres régionaux 2020

Consommation de gaz : 40 TWh

Réseau : 1 460 km de canalisations

Clients : 45 points de livraison pour les clients industriels, 161 pour la distribution publique

Emplois : 123 salariés

Investissements : 31M€ en 2019, 18M€ en 2020, 11M€ en 2021

Bagnols-sur-Cèze : 366 930 € d'amendes pour démarchage téléphonique interdit



Les services de la [DGCCRF](#) (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) du Gard viennent d'infliger une amende de 366 930 € à l'encontre de la SAS groupe Beaumet Energies.

Il est reproché à cette entreprise du Gard rhodanien, dont le siège social est basé à Bagnols-sur-Cèze, d'avoir procédé à un démarchage téléphonique dans le secteur de la rénovation énergétique. Un procédé très largement encadré suite à l'adoption de [la loi n°2020-901 du 24 juillet 2020](#) visant à réglementer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux, dans le secteur de la rénovation énergétique notamment. De manière générale, toute prospection téléphonique à des fins commerciales de consommateurs par des professionnels, ayant pour objet la vente d'équipements ou la réalisation de travaux pour des logements en vue de la réalisation d'économies d'énergie ou de la production d'énergies renouvelables est interdite, à l'exception des sollicitations intervenant dans le cadre de l'exécution d'un contrat en cours ([Article L.223-1 Alinéa 3 du code de la consommation](#)).

Ecrit par le 18 mai 2026

1 225 consommateurs démarchés en 2 mois

En ayant démarché 1 225 consommateurs par voie téléphonique sur une période de moins de 2 mois le groupe Beaumet Energies (CA 2019 : 5,84M€), société proposant la vente de biens et la fourniture de prestations susceptibles de générer des économies d'énergie (pompes à chaleur, ballons thermodynamiques, isolation thermique), a donc été sanctionné par une amende administrative prononcée par le directeur départemental de la protection des populations du Gard.

Pour rappel, la [DGCCRF](#) rappelle « que l'interdiction du démarchage téléphonique dans ce secteur d'activité émane d'une volonté ferme du législateur qui doit s'entendre strictement : le démarchage téléphonique est interdit, même si le consommateur n'est pas inscrit sur [BLOCTEL](#), et même s'il a pu donner son consentement pour être rappelé par téléphone. Tout manquement au présent dispositif sera très lourdement sanctionné, avec des montants pouvant atteindre 375 000 €, par consommateur démarché illégalement. »

Etat-major : RES



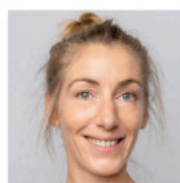

Jean-François Petit



Yann Bardet



Pascal Craplet



Clémentine Huber



Martin Lemaistre



Jean-Luc Lopez



Sébastien Mellinger



Julie Moreau



Céline Spitzhorn



Francisco Varela



Ludovic Ferrer

Dirigé en France par son directeur général [Jean-François Petit](#) (58 ans - ESTACA, HEC Paris) depuis

Ecrit par le 18 mai 2026

2018, le groupe britannique [RES](#) (Renewable energy systems Ltd) est la plus grande entreprise indépendante d'énergies renouvelables au monde spécialisée dans l'éolien terrestre et offshore, le solaire, le stockage et la transmission et distribution d'électricité (plus de 20 GW de projets à travers le monde pour un portefeuille d'actifs opérationnels de 7 GW). Présent sur le marché français depuis 1999, la division hexagonale est issue de la co-entreprise française Eole-Technologie et de RES. Implantée dans la zone de Courtine à Avignon, la société s'est longtemps appelée Eole-Res avant de devenir définitivement RES en 2015.

Au sein de son siège social (modèle d'environnement durable avec ses ombrières photovoltaïques, ses terrasses végétalisées, ses nombreux dispositifs de recyclage et même son potager !), le directeur général peut notamment s'appuyer sur son directeur financier & IT, [Yann Bardet](#) (37 ans - DSCG, ESARC Montpellier), son directeur des affaires publiques, [Pascal Craplet](#) (59 ans - ENA, INHES) ainsi que sa directrice juridique, [Clémentine Huber](#) (40 ans - HEC/ESCP-EAP, Barreau de Paris).

L'équipe de direction de cette entreprise ayant développé plus de 1,5 GW de projets éoliens et solaires depuis plus de 20 ans France (soit les besoins annuels en électricité de près de 2 million de personnes évitant l'émission de 1,7 million de tonnes de CO2), compte également dans ses rangs [Martin Lemaistre](#) (49 ans - Diplôme d'Etude Supérieures Comptables et Financières, DESS IAE d'Aix en Provence), en charge de la direction 'Gestion d'actifs', [Jean-Luc Lopez](#) (46 ans - Ecole nationale supérieure d'Arts et Métiers Paris tech) à la tête de la direction 'Ingénierie & construction' et [Sébastien Mellinger](#) (44 ans - Ecole d'ingénieurs du CESI Nantes, Master Spécialisé Management QSE) responsable HSE.

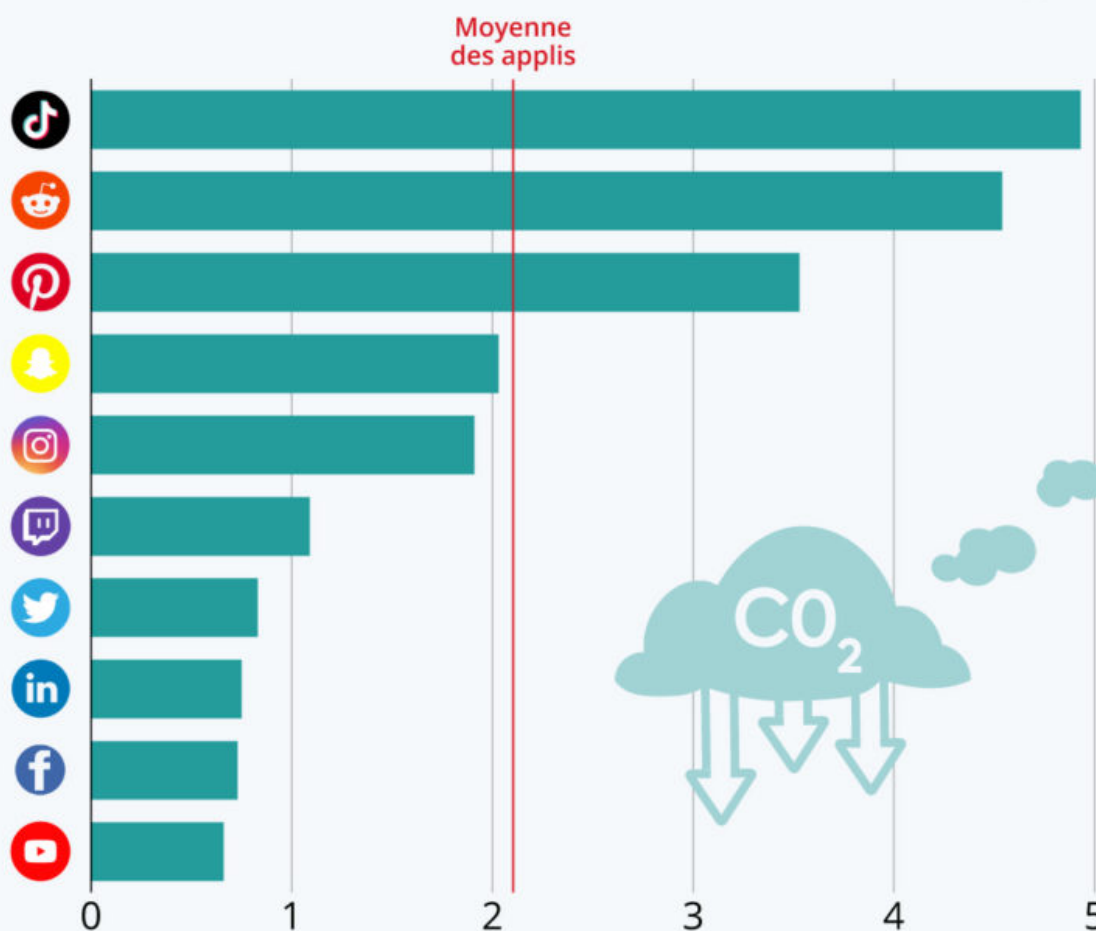
[Julie Moreau](#) (43 ans - Maîtrise LEA & commerce international Nantes, Master RH Avignon, Master Coaching professionnel Aix), directrice 'RH, amélioration continue et innovation', [Céline Spitzhorn](#) (46 ans - DESS, Université de Toulouse), directrice 'Solaire' et [Francisco Varela](#) (41 ans - Instituto tecnológico Buenos Aires, EUREC), directeur 'Eolien & stockage' et [Ludovic Ferrer](#) (39 ans - Mines Nancy/IFP School, IEP de Paris), nouveau responsable commercial complètent cette équipe de direction comptant 240 collaborateurs en France pour un chiffre d'affaires 2019 de 74,63M€.

Réseaux sociaux : quelle empreinte carbone ?

Écrit par le 18 mai 2026

Réseaux sociaux : quelle empreinte carbone ?

Estimation du niveau d'émission de CO₂ des applications sélectionnées pour 1 minute d'utilisation, en gEqCO₂ *



* basée sur la consommation d'énergie et le volume de données échangées lors de tests réalisés en France sur smartphone Galaxy S7 (Android 8).

Source : Greenspector



statista

Ecrit par le 18 mai 2026

Envoyer une photo via son smartphone, consulter le fil d'actualité de son appli préférée, regarder une vidéo sur [YouTube](#), certaines activités numériques du quotidien peuvent s'avérer gourmandes en énergie... Et pas toujours neutres en émissions de gaz à effet de serre. Dans une étude parue l'année dernière, [Greenspector](#) a évalué l'empreinte carbone d'une sélection de [réseaux sociaux](#). Pour chacune des applications, le niveau d'émission (en gEqCO₂) a été estimé en tenant compte de la consommation de ressources (volume de données échangées) et d'énergie, mesurées lors d'un scénario utilisateur d'une durée de 1 minute sur un smartphone Galaxy S7 (Android 8). Le scénario utilisateur correspondait à un défilement des contenus du fil d'actualité d'un compte actif.

Comme le met en évidence notre graphique, le réseau social dont le visionnage du fil d'actualité a l'impact écologique le plus important est [TikTok](#), soit un niveau d'émission de près de 5 grammes équivalent CO₂ par minute. C'est plus de 2 fois la moyenne mesurée pour les dix applications sélectionnées (2,1 gEqCO₂) et environ 7 fois plus que YouTube (0,66), Facebook (0,73) et [LinkedIn](#) (0,75), qui figurent quant à elles parmi les applis dont l'empreinte carbone est la plus faible.

Comme l'expliquent les auteurs de l'étude, le niveau d'émission relativement élevé de [TikTok](#) est lié au fait que cette plateforme se base exclusivement sur le visionnage de vidéos et que les contenus sont préchargés dans le fil d'actualité dès le démarrage de l'appli. En conséquence, TikTok se classe parmi les mauvais élèves tant pour sa consommation d'énergie que pour le volume de données échangées. Pour [YouTube](#) en revanche, les auteurs relèvent que « les seules vidéos se lançant lors du fil d'actualité [...] sont des miniatures et ce, après 2 secondes », ce qui réduit significativement l'impact. Deuxième réseau social le plus polluant de ce classement (4,5 gEqCO₂ par minute), [Reddit](#) est plutôt sobre du point de vue énergétique, avec une consommation inférieure à la moyenne. Mais son niveau d'émission élevé est imputé à la quantité de données échangées lors du test, plus du double que la moyenne des applis étudiées.

Il faut garder à l'esprit que le calcul de l'empreinte carbone des applications est un exercice complexe qui prend en compte de nombreux facteurs et dont la méthodologie est amenée à être perfectionnée. Les valeurs communiquées restent des estimations mais permettent toutefois de comparer le degré de sobriété numérique des applications sur la base d'une fonctionnalité commune et centrale, la consultation du fil d'actualité.

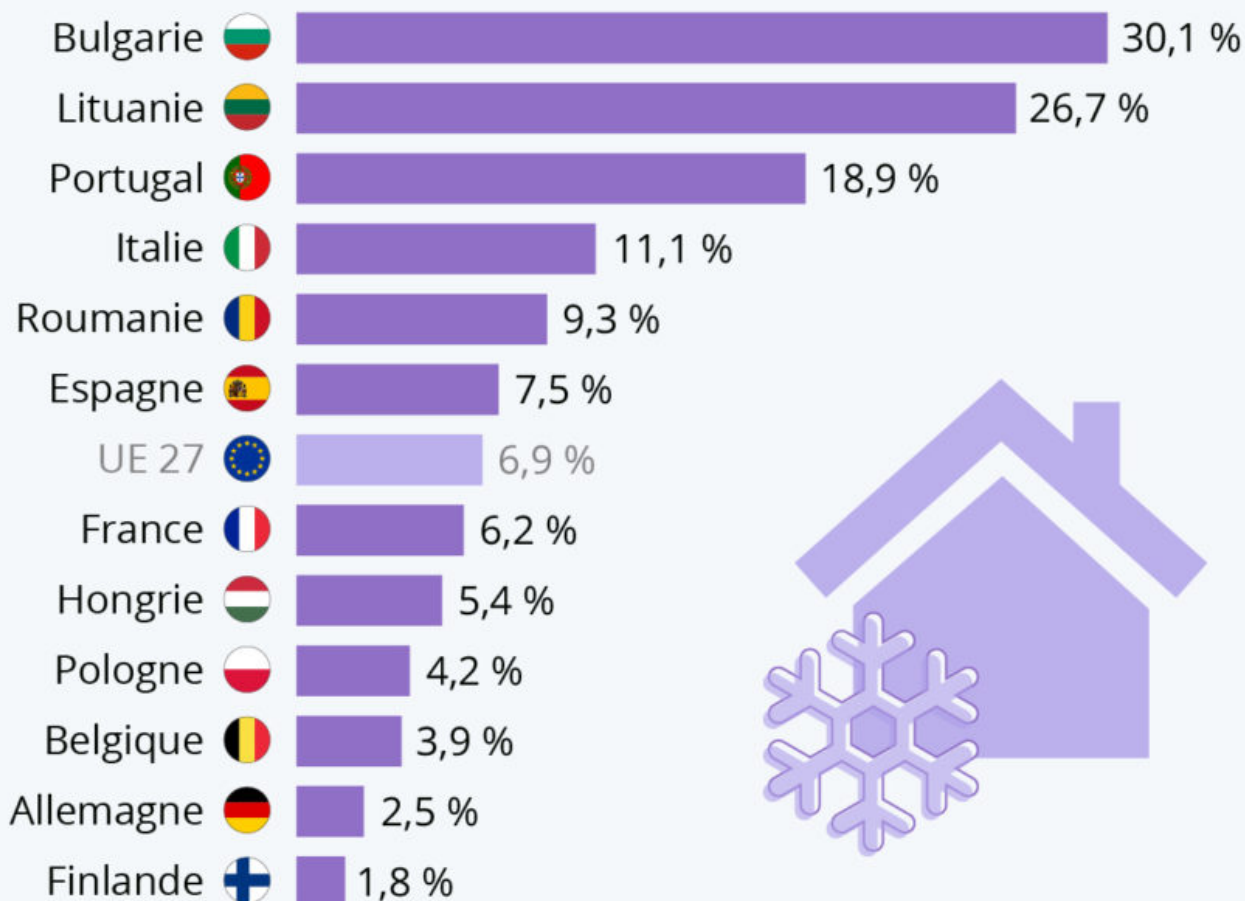
De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

La précarité énergétique en Europe

Ecrit par le 18 mai 2026

La précarité énergétique en Europe

Part des ménages n'étant pas en capacité de chauffer correctement son logement en 2019, en % *



* en raison de difficultés financières.

Source : Eurostat



statista 

Ecrit par le 18 mai 2026

En France, plus de 3 millions de ménages seraient concernés par la précarité énergétique. Un chiffre qui a été communiqué par l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE) dans son [dernier rapport annuel](#) et qui attire l'attention sur la situation de ces foyers contraints de passer l'hiver dans un logement mal chauffé ou de consacrer une part très importante de leur budget à leurs [dépenses d'énergie](#).

Comme l'indiquent les [données d'Eurostat](#), la précarité énergétique, au sens de ne pas être capable de chauffer correctement son logement par manque d'argent, touchait près de 7 % des ménages de l'[Union européenne](#) en 2019. Mais la gravité de la situation varie fortement d'un pays à l'autre. C'est en Bulgarie et en Lituanie que la part des foyers ayant des difficultés pour se chauffer était la plus grande, respectivement 30,1 % et 26,7 %. Mais la proportion était également supérieure à la moyenne dans les pays du sud-ouest de l'Europe, comme l'Espagne (7,5 %) et l'Italie (11,1 %). En France, elle s'élevait à 6,2 %, soit légèrement inférieure à la moyenne européenne, alors que l'Allemagne (2,5 %) et la Finlande (1,8 %) figuraient parmi les pays qui s'en sortent le mieux.

Ce sont généralement les personnes seules, jeunes et les familles monoparentales qui sont les plus exposées à la précarité énergétique. Dans toute l'Europe, environ un dixième des foyers monoparentaux éprouvait des difficultés financières pour se chauffer convenablement.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)